

Dès maintenant, refusons une nouvelle régression scolaire

Ouvrir des marchés juteux aux milieux d'affaires, enrichir quelques proches du pouvoir, maintenir une pression maximale sur les salaires, casser les positions statutaires, accroître la précarité, tels sont les objectifs d'un gouvernement prêt à tout pour défendre et renforcer sa politique au service du Medef et des marchés financiers. Pour ces riches bourgeois, il vaut bien mieux s'écharper dans un débat sur l'islam et la laïcité, que de parler justice sociale, répartition des richesses, ou encore services publics.

Le libéralisme au service des inégalités sociales et de la casse des statuts

Le pouvoir déroule sa politique de destruction des services publics et des acquis sociaux. Les 31 600 suppressions de postes de plus dans la Fonction Publique au budget 2011, dont 16000 dans l'Éducation Nationale, les contre réformes des différents secteurs de l'EN et de la Fonction Publique, l'extension de la précarité, de la loi mobilité et son décret d'application, la réforme de l'État et des instances représentatives, le protocole d'accord de Georges Tron qui privilégie l'emploi contractuel en remplacement des postes statutaires dans la Fonction Publique, sont autant d'outils pour achever et rendre irréversible le dépeçage de l'École publique et de l'ensemble de la Fonction Publique par externalisations successives, pour subventionner sans limites le privé confessionnel et patronal (plus de 4 millions d'euros, soit l'équivalent de 250 postes pris sur l'enveloppe de l'Éducation Nationale), et pour casser les statuts de fonctionnaires.

14 500 suppressions de postes sont prévues alors que partout, les manques de personnels sont criants : manque d'enseignants et d'agents, manque de personnels administratifs, sociaux et de santé, manque de remplaçants. Le peu de formation octroyée aux nouveaux enseignants ne peut même pas être assuré.

Cette politique touche au cynisme quand on sait que le ministère attend pour la rentrée prochaine une augmentation de la population scolaire (+ 1500 élèves).

Cette politique de dégradation des conditions d'étude aggrave le creusement des inégalités par l'école elle-même. Comme la casse des services publics fragilise l'accès aux droits pour les populations les plus fragiles, la casse de l'École Publique a comme premières victimes une majorité d'enfants des classes populaires. Ceux qui opèrent de telles coupes budgétaires n'ignorent rien de cela. Après le vol de nos retraites, ce budget régressif est inacceptable. Ne l'acceptons pas.

Des luttes à amplifier

Les personnels se sont mobilisés dans de nombreuses villes le 22 janvier et lors de la grève du 10 février. Nos jeunes collègues stagiaires se mobilisent dans plusieurs villes au sein de collectifs « stagiaire impossible » pour dénoncer leurs conditions d'entrée dans le métier et revendiquer le droit à une formation professionnelle. Des grèves locales apparaissent en ordre dispersé dans les établissements du Second degré les plus touchés par les suppressions de postes depuis début février. Dans le premier degré, les mobilisations locales ne manqueront pas d'éclore avec l'annonce des suppressions (reportées après les cantonales). Pour tous les personnels les « réformes » des lycées, de la formation, de l'orientation, du premier degré, de l'externalisation du soutien scolaire et les suppressions de postes font partie de la même offensive contre l'école publique.

Après les manifestations du 19 mars la Fédération Sud Éducation appelle à renforcer la mobilisation des personnels dans les académies : Assemblées Générales de personnels, d'établissement mais aussi de ville ou de département, actions unitaires avec les parents, les étudiants, les lycéens, les associations complémentaires comme cela s'est déroulé déjà dans plusieurs départements.

Il faut construire dans tous le pays un véritable rapport de force pour affronter, par la grève, le gouvernement sur l'ensemble de sa politique anti-éducative.

Refusons une nouvelle rentrée de régression scolaire

- **Arrêt des suppressions de postes et rétablissement de tous les postes supprimés.**
- **Abrogation des réformes qui détruisent l'École Publique**
- **Arrêt des recrutements de précaires et titularisation sans condition de concours ou de nationalité des salariés précaires déjà employés.**
- **Dans ce sens, la Fédération Sud éducation propose à l'ensemble des fédérations (tous corps, tous degrés confondus) la construction d'une mobilisation et de perspectives d'actions nationales ne visant qu'un but : gagner !**